

REPOBLIKAN'i MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI N° 2007- 038 DU 14 JANVIER 2008

modifiant et complétant certaines dispositions du Code Pénal sur la lutte contre la traite des personnes et le tourisme sexuel

EXPOSE DES MOTIFS

Pour la mise en conformité de la législation malagasy avec les dispositions des divers instruments internationaux ratifiés par Madagascar, tendant à protéger les enfants des différentes formes de violence tant physique que morale, les infractions sur les mœurs doivent faire l'objet de mesures de prévention et de répression sévères et efficaces.

En effet, il a été constaté qu'à Madagascar actuellement, l'exploitation sexuelle et le tourisme sexuel se développent à une vitesse vertigineuse ; en effet, les enfants sont particulièrement exposés à la pratique répandue et persistante de la prostitution infantine et du tourisme sexuel, d'où la nécessité de punir ceux qui exploitent sexuellement les enfants qui y sont alors traités comme des objets sexuels et commerciaux.

Ainsi, face à ce constat, un plan d'action national afférent à la lutte contre toutes formes de violences à l'égard des enfants, y compris l'exploitation sexuelle, doit être mis en place.

Et afin de compléter les dispositions déjà existantes du Code Pénal, il est nécessaire de prévoir expressément dans la législation malagasy des infractions spécifiques sur la traite, sur l'exploitation sexuelle, sur le tourisme sexuel et sur l'inceste avec des peines s'y rapportant.

La présente loi, comportant 11 articles a donc pour objet :

- de régir toute forme de traite, de vente, d'enlèvement et d'exploitation de personnes ;
- de prévenir et de combattre la traite des personnes, le tourisme sexuel et l'inceste ;
- de prendre des sanctions à l'encontre des trafiquants ;
- de considérer comme étant des complices ceux qui omettent de signaler des faits constituant des infractions sur les mœurs ;
- de protéger et d'aider les victimes de la traite des personnes, en respectant pleinement leurs droits fondamentaux, en particulier les femmes et les enfants ;
- d'impliquer les partenaires et la société civile dans les actions de prévention.

Le CHAPITRE PREMIER est relatif aux mesures de prévention.

Le CHAPITRE II concerne les modifications à apporter au Code Pénal dans la section IV du Chapitre premier du Titre II du Livre III, intitulée : « Attentats aux mœurs ».

Le CHAPITRE III est relatif aux dispositions finales.

Il y a lieu de noter que la présente loi prévoit le principe d'extra territorialité qui dispose qu'une personne peut être poursuivie à Madagascar en vertu des présentes dispositions, même si l'une des infractions visées par la loi a été commise à l'étranger ; que par ailleurs, si l'auteur se trouve à l'étranger, le principe d'extradition peut être appliqué.

En outre, pour une meilleure protection des enfants victimes, des dispositions spécifiques précisent que :

- les délais de prescription ne commencent à courir qu'à partir de l'âge de majorité de l'enfant, dérogeant ainsi au droit commun ;
- les peines prononcées ne peuvent faire l'objet de sursis ou d'amnistie ;
- le dépôt de caution ne peut être accepté.

Les présentes dispositions complètent donc celles du Code Pénal, notamment celles relatives aux infractions sur les mœurs et spécifiquement celles prévoyant et réprimant le proxénétisme.

Tel est l'objet de la présente loi.

REPOBLIKAN'i MADAGASIKARA

Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI N° 2007 - 038 DU 14 JANVIER 2008

modifiant et complétant certaines dispositions du Code Pénal sur la lutte contre la traite des personnes et le tourisme sexuel

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté en leur séance respective en date du 07 décembre 2007 et du 17 décembre 2007,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Décision n° 01-HCC/D3 du 09 janvier 2008 de la Haute Cour Constitutionnelle ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier - La présente loi a pour objet de :

- mettre en place des mesures de prévention contre la traite de personnes, l'exploitation sexuelle et le tourisme sexuel ;
- modifier et compléter certaines dispositions du Code Pénal afin de :
 - régir toute forme de traite, de vente, d'enlèvement et d'exploitation de personnes ;
 - prévenir et de combattre la traite des personnes ;
 - prendre des sanctions à l'encontre des trafiquants ;
 - protéger et aider les victimes de la traite des personnes, en respectant pleinement leurs droits fondamentaux, en particulier les femmes et les enfants contre une nouvelle victimisation.

CHAPITRE PREMIER DE LA PREVENTION

Art. 2 - En vue de lutter contre la traite, la vente, l'enlèvement ou l'exploitation des personnes y compris les enfants, les programmes, les initiatives sociales et autres mesures de campagnes d'information, d'éducation et de communication et de campagnes dans les médias à diffuser sur tout le territoire national par les structures habilitées ainsi que les mesures de prise en charge par l'Etat sont déterminés par décret pris en Conseil du Gouvernement.

Art. 3 - La coopération des Organisations Non Gouvernementales, des Agences multi et bilatérales, des Gouvernements des pays étrangers ainsi que de la société civile avec l'Etat doit être effective pour la mise en œuvre des programmes et des mesures établis.

Art. 4 - Un service, organisé dans les conditions fixées par un décret pris en Conseil du Gouvernement, est chargé de déterminer les types de documents de voyage valables et nécessaires, de détecter les moyens et méthodes utilisés par toute personne ou groupe organisé pour la traite de personnes.

CHAPITRE II DES MODIFICATIONS DU CODE PENAL

Art. 5 - Il est inséré, après l'article 331 un article numéroté 331 bis ainsi rédigé :

« **Art.331 bis** : Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution enfantine de l'un ou de l'autre sexe, est puni des travaux forcés à temps. »

Art. 6 - Il est inséré, après l'article 333 bis, trois articles numérotés 333 ter, 333 quater et 333

quinto ainsi rédigés :

« Art. 333 ter :

1. Un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix huit ans.
2. L'expression « traite ou trafic des personnes » désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation ou d'adoption plénière illégale d'un enfant par une personne dite trafiquant.
3. L'exploitation comprend l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail non rémunéré, le travail ou les services forcés, le travail domestique d'un enfant, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.
4. L'exploitation sexuelle d'un enfant, de l'un ou de l'autre sexe, à des fins commerciales s'entend comme étant l'acte par lequel un adulte obtient les services d'un enfant pour faire des rapports sexuels en contrepartie d'une rémunération, d'une compensation ou d'une rétribution en nature ou en espèces versée à l'enfant ou à une ou plusieurs tierces personnes prévues par les articles 334 à 335 bis du Code Pénal avec ou sans le consentement de l'enfant.
5. Le tourisme sexuel désigne le fait pour un national ou un étranger de voyager, pour quelque motif que ce soit et, d'avoir des relations sexuelles contre rémunération financière ou autres avantages avec des enfants ou des prostituées, cherchant eux-mêmes des relations sexuelles pour en obtenir un avantage quelconque.
6. La pornographie mettant en scène des enfants s'entend comme toute représentation, par quelque moyen que ce soit, d'un enfant s'adonnant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant, à des fins principalement sexuelles.
7. L'expression « vente d'enfants » désigne tout acte ou toute transaction faisant intervenir le transfert d'un enfant de toute personne ou de tout groupe de personnes à une autre personne ou un autre groupe contre rémunération ou tout autre avantage.

Le déplacement ou le non retour d'un enfant est considéré comme illicite lorsqu'il a lieu en violation d'un droit de garde, attribué à une personne, une institution ou tout autre organisme, seul ou conjointement, par le droit de l'Etat dans lequel l'enfant avait sa résidence habituelle immédiatement avant son déplacement ou son non retour. »

« Art. 333 quater : La traite de personnes, y compris des enfants ainsi que le tourisme sexuel et l'inceste constituent des infractions.

Est considéré comme trafiquant d'enfants :

1. Quiconque recrute un enfant, le transporte, le transfère, l'héberge ou l'accueille en échange d'une rémunération ou de tout autre avantage ou d'une promesse de rémunération ou d'avantage, pour le mettre à la disposition d'un tiers, même non identifié, afin de permettre la commission contre cet enfant des infractions de proxénétisme prévues et réprimées par les articles 334 et suivants, d'agressions ou d'atteintes sexuelles, d'exploitation de la mendicité, de conditions de travail ou d'hébergement contraires à sa dignité, même s'ils ne font appel à aucun des moyens énoncés à l'article 333 ter ;
 2. Quiconque procède au transport illégal et à la vente d'enfants sous quelque forme que ce soit et à quelque fin que ce soit, notamment l'exploitation sexuelle, le travail forcé, l'esclavage, les pratiques analogues à l'esclavage et à la servitude, avec ou sans le consentement de la victime ;
 3. Quiconque, sachant pertinemment l'existence de proxénétisme, d'exploitation sexuelle ou de tourisme sexuel, n'aura pas dénoncé ou signalé les faits aux autorités compétentes, conformément aux dispositions des articles 69 et 70 de la loi n°2007-023 du 20 août 2007 sur les droits et la protection des enfants, est considéré comme complice.
- Les actes de participation sont considérés comme des infractions distinctes. »

« Art. 333 quinto : Le consentement de la victime de traite de personnes à l'exploitation est réputé nul et non avenu, lorsque l'un des moyens énoncés à l'article 333 quater a été

utilisé. »

Art. 7 - Il est inséré, après l'article 334 bis, trois articles numérotés 334 ter, 334 quater et 334 quinto ainsi rédigés :

« **Art. 334 ter** : Quiconque embauche, entraîne ou détourne en vue de la prostitution, une personne même consentante est punie de la peine de deux (2) à cinq (5) ans et d'une amende de 1 000 000 Ar à 10 000 000 Ar.

Si l'infraction a été commise sur la personne d'un enfant, de l'un ou de l'autre sexe, au dessous de l'âge de quinze ans, l'auteur est puni des travaux forcés à temps. »

« **Art. 334 quater** : L'exploitation sexuelle, définie par l'article 333 ter, est punie de la peine de cinq (5) à dix (10) ans d'emprisonnement et d'une amende de 4 000 000 Ar à 20 000 000 Ar.

L'exploitation sexuelle est punie des travaux forcés à temps si elle a été commise sur la personne d'un enfant, de l'un ou de l'autre sexe, au dessous de l'âge de quinze ans accomplis.

Si l'exploitation sexuelle a été commise à des fins commerciales sur un enfant de dix huit ans, l'auteur est puni des travaux forcés à temps. »

« **Art. 334 quinto** : Quiconque aura consommé des rapports sexuels avec un enfant contre toute forme de rémunération ou tout autre avantage est puni de la peine d'emprisonnement de deux (2) à cinq (5) ans d'emprisonnement et d'une amende de 1 000 000 à 10 000 000 Ar. ou l'une de ces deux peines seulement.

La tentative est punie des mêmes peines. »

Art. 8 - Il est inséré, après l'article 335, neuf (9) articles numérotés 335.1, 335.2, 335.3, 335.4, 335.5, 335.6, 335.7, 335.8, 335.9 ainsi rédigés :

« **Art. 335.1** : Le tourisme sexuel, défini par l'article 2, 4° de la présente loi, est puni de la peine de cinq (5) à dix (10) ans d'emprisonnement et d'une amende de 4 000 000 Ar à 20 000 000 Ar.

Le tourisme sexuel est puni des travaux forcés à temps s'il a été commis sur la personne d'un enfant, de l'un ou de l'autre sexe, au dessous de l'âge de quinze ans accomplis.

La pornographie mettant en scène des enfants, par toute représentation et par quelque moyen que ce soit ou la détention de matériel pornographique impliquant des enfants est punie des peines prévues par l'article 334 du Code Pénal. »

« **Art. 335. 2** : Les père et mère ou autres ascendants, qui encouragent directement ou indirectement la prostitution infantine en le laissant mener un train de vie libéral et indépendant, favorisant l'exploitation et/ou le tourisme sexuel à son égard tant sur le plan national que dans le cadre international, sont punis de la peine de cinq (5) à dix (10) ans d'emprisonnement et d'une amende de 4 000 000 Ar à 20 000 000 Ar ou l'une de ces deux peines seulement.

Les mêmes peines sont appliquées si l'auteur est soit le frère ou la sœur de la victime mineure ou toute personne qui occupe une position similaire au sein de la famille, soit toute personne cohabitant habituellement ou occasionnellement avec elle et qui a autorité sur elle. »

« **Art. 335. 3** : Tout rapport sexuel entre proches parents ou alliés jusqu'au 3^{ème} degré inclus, en ligne directe ou collatérale, dont le mariage est prohibé par la loi ou tout abus sexuel commis par le père ou la mère ou un autre ascendant ou une personne ayant autorité parentale sur un enfant est qualifié d'inceste.

L'inceste est puni des travaux forcés à temps s'il a été commis sur la personne d'un enfant.

Dans les autres cas, l'inceste est puni de cinq (5) à dix (10) ans d'emprisonnement et d'une amende de 4 000 000 Ar à 20 000 000 Ar. »

« **Art. 335. 4** : Quiconque aura transgressé aux règles fixées par les dispositions de la loi relative à l'adoption en vue d'une adoption illégale, fait constitutif de traite, sera puni des travaux forcés à temps. »

« **Art. 335.5** : Toute tentative de traite, d'exploitation sexuelle sous quelque forme que ce soit, de tourisme sexuel et d'inceste qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a pas été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes

de la volonté de son auteur, est considérée comme l'acte lui-même et sera punie des mêmes peines. »

« **Art.335. 6** : L'enfant victime des infractions relatives à la traite, à l'exploitation sexuelle, au tourisme sexuel et à l'inceste peut, à tout moment, signaler ou saisir le Ministère Public ou toute autre autorité compétente des faits commis à son encontre et réclamer réparation du préjudice subi.

« **Art.335. 7** : En matière d'infraction relative à la traite, à l'exploitation sexuelle, au tourisme sexuel et à l'inceste commis sur la personne d'un enfant, le délai de prescription de l'action publique ne commence à courir qu'à partir du jour où l'enfant victime atteint l'âge de dix huit ans.

En cas de détention préventive de l'auteur, le cautionnement prévu par les articles 346 et suivants du Code de Procédure Pénale ne peut être utilisé. »

« **Art. 335. 8** : Les peines prévues pour les infractions sur la traite, l'exploitation sexuelle, le tourisme sexuel et l'inceste commis sur la personne d'un enfant sont prononcées indépendamment du moyen utilisé pour exploiter ou abuser la victime. »

« **Art.335. 9** : Les peines prononcées pour les délits relatifs aux infractions sur la traite, l'exploitation sexuelle, le tourisme sexuel et l'inceste commis sur la personne d'un enfant ne peuvent être assorties de sursis. »

Art. 9 - Il est inséré, après l'article 335 bis, deux articles numérotés 335 ter, 335 quater ainsi rédigés :

« **Art.335 ter** : Les nationaux et les personnes ayant leur résidence habituelle à Madagascar qui se livrent à la traite, à l'exploitation sexuelle, au tourisme sexuel dans d'autres pays sont poursuivis et sanctionnés conformément aux dispositions du Code Pénal. »

« **Art. 335 quater** : Les demandes d'extradition des personnes recherchées aux fins de procédure dans un Etat étranger sont exécutées pour les infractions prévues à la présente loi ou aux fins de faire exécuter une peine relative à une telle infraction.

Les procédures et les principes prévus par le traité d'extradition en vigueur entre l'Etat requérant et Madagascar sont appliqués.

En l'absence de traité d'extradition ou de dispositions législatives, l'extradition est exécutée selon la procédure et dans le respect des principes définis par le traité type d'extradition adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies dans sa Résolution 45/116. »

CHAPITRE III DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 10 - Des textes réglementaires seront pris pour l'application de la présente loi.

Art. 11 - La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République de Madagascar. Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Antananarivo, le 14 janvier 2008

**Le Président de la République
Marc RAVALOMANANA**

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

LALANA LAHARANA FAHA-2007 - 038

**manova sy mameno ny fepetra sasantsasany ao amin'ny Fehezan-dalàna famaizana mikasika
ny fandratoana na famarinana olona
sy ny fizahan-tany mamofady**

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Ho fampitoviana ny lalàna malagasy amin'ny fepetra voalazan'ireo fifanarahana iraisam-pirenena nankatoavin'i Madagasikara, mikendry ny firaovana ny zaza amin'ireo endrika maro isehoan'ny herisetra ara-batana sy ara-tsaina, dia tokony hanaovana fepetra fiarovana sy famaizana henjana sy mahomby ny heloka momba ny fomba.

Tsapa tokoa mantsy fa eto Madagasikara amin'izao fotoana izao, dia mahazo vahana haingana tokoa ny fametsena momba ny firaisana ara-nofo sy ny fizahan-tany mamofady ; ireo ankizy indrindra no isehoan'izany fihetsika miely sy maharitra momba ny fijangajangana amin'ny zaza sy ny fizahan-tany mamofady izany, ary izany no antony tokony hanasaziana ireo izay manao fametsena momba ny firaisana ara-nofo amin'ny zaza, izay raisina ho toy ny zavatra ara-piraisana sy ara-barotra.

Noho izany, manoloana izany fahatsapana izany, dia tokony hapetraka ny tetikasam-pirenena misahana ny ady atao amin'ny herisetra amin'ny zaza, ka ao anatin'izany ny fametsena momba ny firaisana ara-nofo.

Ary mba hamenoana ireo fepetra efa misy ao amin'ny fehezan-dalàna famaizana, dia ilaina ny mametraka mialoha ao anatin'ny lalàna malagasy ireo heloka manokana momba ny fandratoana sy famarinana, ny fametsena momba ny firaisana ara-nofo, ny fizahan-tany mamofady ary ny fifoterana miaraka amin'ny sazy mifandraika amin'izany.

Ity Lalàna ity, ary izay misy andinin'ny 11, dia :

- ✓ misahana ny fandratoana sy famarinana, ny varotra , ny fakana an-keriny ary ny fametsena momba ny firaisana ara-nofo ;

- ✓ fiarovana sy fiadiana amin'ny fandratoana sy famarinana olona, ny fizahan-tany mamoaafady ary ny fifoterana ;
- ✓ manome sazy ho an'ireo mpanao heloka ;
- ✓ mandray ireo tsy mety mitoroka zava-misy maneho heloka mikasika ny fomba ho toy ny mpiray tsikombakomba ;
- ✓ miaro ary manampy ireo niharan'ny fandratoana sy famarinana, ao anatin'ny fanajàna feno ny zon'izy ireo, indrindra ny vehivavy sy ny ankizy ;
- ✓ mampandray anjara ireo mpiara-miombon'antoka sy ny fiaraha-monim-pirenena.

Ny Toko faharoa dia momba ny fanovàna tokony hoentina amin'ny fehezan-dalàna famaizana ao amin'ny Sokajy faha-IV, anatin'ny Toko voalohany, amin'ny Lohateny II momba ny Boky faha-III, manao hoe : "Fihetsika mamoaafady".

Ny Toko faha III dia mikasika ny fepetra famaranana.

Tsara ny manamarika fa ity Lalàna ity dia mijery ny foto-kevitra mikasika ny fanenjehana azo ampiharina ivelan'ny firenena izay milaza fa azo enjehina eto Madagasikara ny olona iray avy amin'ny alalàn'izao fepetra izao na dia tany ivelany aza no nanaovany ny heloka iray votondron'ity lalàna ity ; ary ankoatra izany raha toa ilay mpanao heloka mipetraka any amin'ny firenen-kafa dia azo atao ny mampihatra ny foto-kevitra mikasika ny fanolorana olon-dratsy.

Ankoatra izany, mba hahatsara ny fiarovana ny zaza niharan'ny heloka, dia misy fepetra manokana izay milaza fa :

- ✓ ny fe-potoana azo anenjehana dia tsy miantomboka raha tsy efa feno valo ambin'ny folo taona katroka ilay zaza, ary izany dia tsy manaraka ny lalàna iombonana ;
- ✓ tsy azo atao ny manome sazy mihantona, na famotsoran-keloka ;
- ✓ tsy azo ekena ny fanomezana antoka.

Izao fepetra izao ary dia mameno ireo izay ao amin'ny fehezan-dalàna famaizana, indrindra fa ireo izay mikasika ny heloka mikasika ny fomba ary singanina manokana ireo fepetra manondro sy manafay ny fijangajangana.

Izany no antonanton' izao Lalàna izao.

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

LALANA LAHARANA FAHA-2007 - 038

**manova sy mameno ny fepetra sasan-tsasany ao amin'ny Fehezan-dalàna famaizana mikasika
ny fandratoana na famarinana olona
sy ny fizahan-tany mamofady**

Nolanian'ny Antenimierampirenena sy ny Antenimierandoholona tamin'ny fivoriana izay nataony avy ny faha- 07 desambra 2007 sy ny faha-17 desambra 2007, izao Lalàna manaraka izao :

FEPETRA ANKAPOBENY

Andininy voalohany : Ity Lalàna ity dia :

- mametraka ireo fepetra fiarovana momba ny fandrantoana na famarinana olona, fametsena momba ny firaisana ara-nofo ary ny fizahan-tany mamofady ;
- manova sy mameno ireo fepetra sasantsasany ao amin'ny fehezan-dalàna famaizana mba :
- hisahanana ny fandratoana na famarinana, ny famarotana, ny fakàna an-keriny sy fametsena olona amin'ny endriny rehetra ;
- ho fampitandremana sy fiadiana amin'ny fandrantoana na famarinan'olona
- ho fandraisana famaizana ho an'ireo mpanao izany ;
- fiarovana sy fanampiana ireo izay hiaran'ny fanondranana na famarinana olona, ao anatin'ny fanajàna tanteraka ny zo fototra ananan'izy ireo, indrindra fa ny vehivavy sy ny ankizy mba tsy hiverenan'ny fahavoazany indray ;

TOKO VOALOHANY

MOMBA NY FIAROVANA

And 2: Mba ahafahana miady amin'ny fandratoana na famarinana, ny famarotana, ny fakàna an-keriny na fametsena olona , ka ao anatin'izany ny zaza dia didim-panjakana noraisina tao amin'ny filan-kevitra ny Governemanta no mametra ireo fandaharan'asa, ny toro-marika ara-tsosialy sy ireo fepetra hafa momba ny fampahafantarana, fampianarana sy fifandraisana ary atao manerana ny tany sy ny Fanjakana ataon'ny rafitra mahafa ary ireo fepetra fandraisana an-tanana ataon'ny Fanjakana.

And 3: Ny fiaraha miasa ataon'ny vondrona tsy miankina, ireo maso ivoho iraisan'ny firenena roa na maromaro , ny governemantan'ireo firenena vahiny sy ny fiaraha-monim-pirenena amin'ny fanjakana dia tokony ho tomombana mba ho fampandehanana ny fandaharan'asa sy ny fepetra noraisina.

And 4: Sampan-draharaha iray, nalamina araka ny fepetra voatondron'ny didim-panjakana noraisina tamin'ny Filan-kevitra ny Governemanta no mametra ireo karazana antontan-taratasy fandehanana manankery sy ilaina, mamantatra ny fomba sy tetika nampiasan'ireo olona na vondrona voalamina momba ny fandratoana na famarinana.

TOKO II

**MOMBA NY FANOVANA
NY FEHEZAN-DALANA FAMAIZANA**

And 5: Misy andininy faha 331 bis izay mivaky toy izao aorian'ny andininy faha 331:

“ **And.331 bis:** Na iza na iza manao heloka mifanohitra amin' ny fomba amin'ny alàlan'ny famporisihina, manome vahana na manamora ny fanaovan-dratsy, ny fahalovana na ny fivarotan-tenan-zazalahy na zazavavy, mba hanomezana fahafaham-po ny filàn'olon-kafa, dia sazina

hiasa an-terivozona mandritra ny fotoana voafetra”

And. 6: Misy andininy faha 333 ter, 333 quarter ary 333 quinto ao aorian'ny andininy faha 333 bis izay vakiana toy izao:

“And. 333 ter:

1. Ny atao hoe zaza dia izay olona rehetra latsaky ny valo ambin'ny folo taona.
2. Ny fikambanan-teny “ fandratoana na famarinan'olona” dia manondro ny fanoratana, fitaterana, famindrana toerana, fampiantranoana, na fandraisana olona, amin'ny alàlan'ny fandrahonana na fampiasana hery na endrim-panerena hafa, amin'ny alàlan'ny fakàna ankeriny, hosoka, fitaka, fanamparam-pahefana na toe-javatra mora mampandaitra, na fanekena fandoavam-bola na tombon-tsoa mba ahazahoana ny fanekena avy amin' olona iray, izay manam-pahefana amin'olona iray hafa, mba hanaovan'olona lazaina hoe mpandranto fametsena na fananganan-jaza tsy ara-dalàna.
3. Ao anatin'ny fametsena ny fametsena momba ny fivarotan-tenan' ny hafa na endrika hafa momba ny fametsena ara-piraisana ara-nofo, ny asa tsy andraisam-bola, ny asa na ny fampiasana an-keriny, ny fanandevozana na ny fomba mitovy amin'ny fanandevozana, ny fanompoana na ny fanalàna taova.
4. Fametsena ara-piraisana ara-nofo atao amin'ny zazalahy na zazavavy ka anaovana raharaham-barotra, ny fihetsika rehetra ataon'ny olon-dehibe iray amin'ny ankizy iray mba ahazoany firaisana ara-nofo aminy ho takalon'ny fanomezanana vola, zavatra mitovy lanja amin'izany na karama omena, ara-javatra na ara-bola, ilay zaza na olona iray na maromaro voalazan'ny andininy faha 334 ka hatramin'ny andininy faha 335 bis ao amin'ny Fehezan-dalàna famaizana na nisy na tsia faneken'ilay zaza.
5. Ny atao hoe fitsangatsanganana fanaovana firaisana ara-nofo dia ny fanaovan'ny tompon-tany na vahiny iray firaisana ara-nofo amin'ankizy, na amina-mpivaro-tena izay mitady firaisana ara-nofo mba ahazoany tombon-tsoa ho setrin'ny vola na tombon-tsoa hafa, mandritra ny diany, na inona na inona anton'izany diany izany.
6. Fanaovana horonan-tsary manana endrika mamoafady mampiseho an-tsehatra ankizy ny fampisehoana amin'ny fomba rehetra, ankizy manao fihetsiketsehana momba ny firaisana ara-nofo mivantana, tena izy na miafina, na izay rehetra fampisehoana ireo taovam-pilahiana na fivavian'ankizy iray, izay manana tanjona filàna ara-nofo.
7. Ny teny hoe “fivarotan-zaza” dia manondro ny fihetsika rehetra na izay fifampiraharaha mampisy famindrana zaza iray miala avy amin'olona na vondron'olona mankany amin'olon-kafa na vondron'olon-kafa ho takalon'ny vola na tombon-tsoa hafa .

Ny famindràna na ny tsy fiverenan'ny zaza iray dia raisina ho tsy ara-dalàna rehefa natao mifanohitra amin'ny zo ahafahana mitàna zaza, nomena olona iray, andrim-panjakàna na izay rehetra mety ho rafitra , manokana na iarahana, avy amin'ny alàlan'ny Fanjakana izay nitoeran'nilay zaza talohan'ny nitondrana ilay zaza na ny tsy fiverenany.

“And.333 quater : Heloka ny fandratoana na famarinan'olona, ao anatin'izany ny ankizy, ary koa ny fizahan-tany mamoafady sy ny fanaovana firaisana amin'ny fianakaviana akaiky.

Raisina ho mpamaro-jaza :

1. Na iza na iza mampiditra , mitatitra, mamindra, mampiantrano na mandray ankizy iray ho takalon'ny karama na tombontsoa hafa na fanomezan-toky hanome karama na tombontsoa hafa, mba hanolotra azy amin'olon-kafa, na dia olon-tsy fantatra aza, mba ahafahany mampanao an'ilay zaza heloka mikasika ny faneràna momba ny fijangajangana voatondro sy faizin'ny andininy faha 334 sy ny manaraka, fihatsiana na fahavoazana ara-piraisana ara-nofo, fametsena amin'ny fangatahana, fepetra fiasàna na fipetrahana mifanohitra amin'ny fahamendrehany, na dia tsy nampiasa ny iray amin'ireo fomba voalazan'ny andininy faha 333 ter aza izy.
2. Na iza na iza manao fitaterana tsy ara-dalàna sy mivarotra ankizy na inona na inona fomba nampiasainy ary na inona na inona tanjona trarariny, indrindra fa ny fametsena momba ny firaisana ara-nofo, ny asa an-tery vozona, ny fanandevozana, ny fomba fanao mitovy amin'ny fanandevozana sy ny fanompoana, na nisy na tsia ny faneken'ilay niharany ;
3. Raisina ho mpiray tsikombakomba, na iza na iza, nahalàla tsara ny fisian'ny faneràna momba ny fijangajagana, ny fametsena momba ny firaisana ara-nofo na fizahan-tany mamoafady, ka

tsy nitoroka na nanondro ny zava-misy tany amin'ny manampahefana mahefa, araka ny fepetra voatondron'ny andininy faha-69 sy 70 amin'ny Lalàna laharana faha 2007-023 tamin'ny 20 aogositra 2007 momba ny zo sy fiarovana ny zaza.

Ireo hetsika fandraisana anjara dia raisina ho toy ny heloha mitokana.

“And. 333 quinto : Lazaina ho tsy manankery ary toy ny tsy nisy ny faneken'ny olona iray niharan'ny fandratoana na famarinana olona raha toa ka fomba iray tamin'ireo voalazan'ny andininy faha 334 bis no nampiasaina.”

And. 7: Atsofoka aorian'ny andininy faha 334 bis, ireto andininy telo nomena ny laharana faha 334 ter, 334 quater ary 334 quinto ireto izay voasoratra toy izao:

“ And. 334 ter : Na iza na iza maka olona ho mpiasa, ka mitarika na manodikodina azy ho amin'ny faneràna momba ny fijangajagana, na dia nanome ny faneken'ny aza io olona io dia saziàna sazy an-tranomaizina roa (2) ka hatramin'ny dimy (5) taona ary lamandy 1 000 000 Ar ka hatramin'ny 10 000 000 Ar. Raha toa ny heloka ka natao tamin'ankizy lahy na vavy latsaky ny dimy ambin'ny folo taona, dia sazy an-tery vozona mandritra ny fotoana voafetra no ampiarina” .

“And. 334 quater : Ny fametsena ara-piraisana ara-nofa, voafaritry ny andininy faha 333 ter, dia voasazy dimy (5) ka hatramin'ny folo (10) taona an-tranomaizina sy lamandy 4 000 000 Ar ka hatramin'ny 20 000 000 Ar.

Sazy an-tery vozona mandritra ny fotoana voafetra no ampiarina raha toa ka zaza lahy na zazavavy latsaky ny dimy ambin'ny folo taona katroka no niharan'ny fametsena ara-piraisana ara-nofa. Sazy an-tery vozona mandritra ny fotoana voafetra no ampiarina amin'ilay mpanao fametsena momba ny firaisana ara-nofa raha toa ka nanaovana raharam-barotra mikasika ilay zaza izany”.

“And. 334 quinto : Na iza na iza nahavita firaisana ara-nofa tamin'ankizy iray natakalò karama na tombon-tsoa hafa dia saziàna roa (2) ka hatramin'ny dimy (5) taona an-tranomaizina sy lamandy 1 000 000 Ar ka hatramin'ny 10 000 000 Ar na ny iray amin'ireo sazy ireo ihany.

Ny fikasàna hanao ny heloka dia voasazy mitovy amin'izany ihany koa.”

And. 8: Atsofoka aorian'ny andininy faha 335, ireto andininy sivy (9) nomena ny laharana faha: 335.1, 335.2, 335.3, 335.4, 335.5, 335.6, 335.7, 335.8, 335.9, ireto izay voasoratra toy izao:

“And. 335.1: Voasazy dimy (5) ka hatramin'ny folo (10) taona an-tranomaizina sy lamandy 4 000 000 Ar ka hatramin'ny 20 000 000 Ar, ny fizahan-tany mamofady, voafaritry ny andininy faha 2, 4° amin'ity lalàna ity.

Sazy an-tery vozona mandritra ny fotoana voafetra no ampiarina raha toa ankizylahy na vavy latsaky ny dimy ambin'ny folo taona katroka no niharan'izany.

Voasazy araka izay voatondron'ny andininy faha 334 ao amin'ny Fehezan-dalàna famaizana ny fanaovana horonan-tsary manana endrika mamofady mampiseho antsehatra ankizy amin'ny fomba rehetra, na ny fitazonana fitaovana fanaovana horonan-tsary manana endrika mamofady mampiditra an-tsehatra ankizy .”

“And.335.2 : Saziàna dimy (5) ka hatramin'ny folo (10) taona an-tranomaizina sy lamandy 4 000 000 Ar ka hatramin'ny 20 000 000 Ar na ny iray amin'ireo sazy ireo ihany ireo Ray sy Reny na ray aman-dreny hafa, izay mamporisika mivantana na an-kolaka ny faneràna momba ny fijangajagana mikasika ny zaza amin'ny famelàna azy ireo hanana fiainana malalaka sy mahaleo-tena tsy voafetra sy, manome vahana azy hiaran'ny fametsena sy/na ny fizahan-tany mamofady, na eo amin'ny sehatra nationaly izany na eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena .

Ireo sazy voalaza etsy ambony ireo ihany koa no ampiarina raha toa ka ny rahalahy na ny rahavavin'ilay zaza tsy ampy taona niharany, na izay olona manana toerana toy izany ao anatin'ny fianakaviana, izany hoe izay olona miara-mipetraka aminy foana na indraindray ary manana fahefana aminy.”

“And.335.3 : Sokajiana ho fifoterana ny firaisana ara-nofa nisy tamin'ny mpihavana

akaiky na havana avy amin'ny vady hatramin'ny ambaratonga faha telo, mivantana na avy amin'ny tarana-kavana, izay voararan'ny lalàna ny fanambadiany, na izay fanamparam-pahefana ara-piraisana ara-nofo nataon'ny Ray na ny Reny na ray aman-dreny hafa manana fahefana toy izany amin'ny zaza iray.

Voasazy hanao asa an-tery vozona mandritra ny fotoana voafetra ny fifoterana raha toa ka natao tamin'ankizy tsy ampy taona izany. Amin'ireo seho hafa rehetra kosa dia voasazy dimy (5) ka hatramin'ny folo (10) taona an-tranomaizina sy lamandy 4 000 000 Ar ka hatramin'ny 20 000 000 Ar izany.”

“And.335.4 : *Voasazy hanao asa an-tery vozona mandritra ny fotoana voafetra na iza na iza mandika ny fitsipika napetraky ny fepetra voalazan'ny lalàna mikasika ny fananganan-zaza mba hanaovana fananganan-zaza tsy ara-dalàna, zava-misy mahatomombana ny fandrantoana sy famarinan'olona.”*

“And.335.5 : Heverina ho toy ilay tena heloka ary saziana mitovy amin'izany ny fikasàna hanao fandrantoana sy famarinan'olona, fametsena momba ny firaisana ara-nofo amin'ny endriny rehetra, ny fizahan-tany mamofady sy fifoterana, izay natomboka notanterahina, ka tsy nitsahatra na tsy nisy vokany afa-tsy avy amin'ny toe-zavatra tsy miankina amin'ilay mpanao azy.”

“And.335.6: Azon'ilay zaza niharan'ny heloka mikasika ny fandrantoana sy famarinana, ny fametsena momba ny firaisana ara-nofo, ny fizahan-tany mamofady sy ny fifoterana atao amin'ny fotoana rehetra ny milaza na mitory any amin'ny Fampanoavana na izay manam-pahefana mahefa mikasika ny zava-nisy nihatra taminy ary mitaky ny fanonerana ny fahavoazany.”

“And. 335.7: Miantomboka amin'ny fotoana maha feno valo amin'ny folo taona ilay zaza niham-boina ny fe-potoana ahazoana manenjika ny heloka nisy mikasika ny heloka momba ny fandrantoana sy famarinan'olona, ny fametsena momba ny firaisana ara-nofo, ny fizahan-tany mamofady sy ny fifoterana natao tamin-zaza tsy ampy taona.

Raha toa ka nisy fitanana am-ponja vonjy maika ilay mpanao heloka, dia tsy azo atao ny mampiasa ny antoka voalazan'ny andininy faha 346 ao amin'ny Fehezan-dalàna famaizana.”

“And. 335.8 : Tsy miankina amin'ny fomba natao ho fametsena na fanararaotana ilay niharany ny fanomezana sazy mikasika ny heloka momba ny fandrantoana sy famarinana, ny fametsena momba ny firaisana ara-nofo, ny fizahan-tany mamofady sy ny fifoterana natao tamin'ny zaza tsy ampy taona.”

“And. 335.9 : Tsy azo atao sazy mihantona ny sazy tononina mikasika ny heloka momba ny fandrantoana sy famarinana, ny fametsena momba ny firaisana ara-nofo, ny fizahan-tany mamofady sy ny fifoterana natao tamin'ny zaza tsy ampy taona.”

And.9 : Atsofoka aorian'ny andininy faha 335 bis ireto andininy nomena ny laharana 335 ter, 335 quater ary 335 quinto ireto izay voasoratra toy izao:

“And.333 ter : *Ireo tompon-tany sy ireo olona monina eto Madagasikara ka manao fandrantoana sy famarinana, fametsena momba ny firaisana ara-nofo, fizahan-tany mamofady any amin'ny firenena hafa dia enjehina sy saziana araka ny Fehezan-dalàna famaizana.”*

“And 335. quater : Ny fangatahana fanolorana ireo olo-meloka izay tadiavina mba hanaovana fombam-pitsarana any amin'ny firenena hafa iray dia tanterahina, ho an'ireo heloka voatondron'ity lalàna ity na mba ho fampiharana sazy mikasika izany heloka izany.

Ampiharina ny fombam-pitsarana sy ny foto-kevitra voatondron'ny fifanarahana fanolorana olo-meloka manankery amin'ilay Firenena mangataka sy Madagasikara .

Raha tsy misy fifanarahana fanolorana olo-meloka na fepetra avy amin'ny lalàna dia atao araka ny fombam-pitsarana ary ankatoavina ny foto-kevitra voafaritry ny fifanarahana fakan-tahaka nolanian'ny fivoriamben'ny firenena mikambana ao amin'ny fanapahan-kevitra 45/116 izany fanolorana olo-meloka izany.”

TOKO III

IREO FEPETRA FAMARANANA

And.10 : Hisy didim-panjakana izay ho raisina ho fampiharana ity Lalàna ity.

And. 11 : Avoaka amin'ny gazetim-panjakàn'ny Repoblikan'i Madagasikara ity Lalàna ity.

Hotanterahina toy ny Lalàm-panjakana izany.

Antananarivo, faha- 17 desambra 2007

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAMPIRENENA, NY FILOHAN'NY ANTENIMIERANDOHOLONA,

Jacques SYLLA

RAJEMISON RAKOTOMAHARO

Madagascar
REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana - Fahafahana - Fandrosoana
LOI N° 2003 -044
Portant Code du Travail

Article 262.- Fraudes, travailleurs étrangers clandestins

Seront punis d'une amende de 1 tapitrisa Ariary ou 5.000.000 Fmg à 4 tapitrisa Ariary ou 20.000.000 Fmg et d'un emprisonnement de un (01) an à trois (03) ans ou de l'une de ces deux peines seulement :

toute personne qui, en violation de l'article 4, par menace, violence, tromperie, dol ou promesse, aura contraint ou tenté de contraindre un travailleur à s'embaucher contre son gré ou qui, par les mêmes moyens, aura tenté de l'empêcher ou l'aura empêché de s'embaucher ou de remplir les obligations imposées par son contrat ;

toute personne qui, en faisant usage d'un contrat fictif ou contenant des indications inexactes, s'est fait embaucher ou s'est substituée volontairement à un autre travailleur ;

tout employeur ou fondé de pouvoir ou préposé qui aura porté sciemment sur le registre d'employeur ou tout autre document, des attestations mensongères relatives à la durée et aux conditions de travail accompli par le travailleur, ainsi que tout travailleur qui aura fait sciemment usage de ces attestations ;

toute personne qui aura exigé ou accepté du travailleur une rémunération quelconque à titre d'intermédiaire dans le règlement ou le paiement des salaires, indemnités, allocations et frais de toutes natures.

Sera puni des mêmes peines, quiconque aura été impliqué dans des opérations d'émigration clandestine des travailleurs malgaches à l'extérieur du territoire en infraction aux dispositions de l'article 43.

Sera également punie des mêmes peines, toute personne qui aura fait travailler sur le territoire de Madagascar des étrangers n'ayant pas obtenu l'autorisation préalable du Ministre du Travail ainsi que tout étranger ayant accepté de travailler sur le territoire de Madagascar sans ladite autorisation préalable.